

*En réponse à François Goguel*  
*Retour sur les élections*  
*du printemps 1981*

JÉRÔME JAFFRÉ

Pour la génération de politologues à laquelle j'appartiens, François Goguel est, après André Siegfried, le maître de notre discipline. Le lecteur comprendra donc l'émotion et l'honneur que j'éprouve à poursuivre avec lui le débat sur les élections du printemps 1981. Mais, au risque de paraître présomptueux, je persiste dans mes analyses.

A suivre François Goguel dans son article du *Monde* (1) et sa contribution à *Pouvoirs* (2), l'élection de M. Mitterrand traduit un vote négatif et la droite a perdu les élections législatives sans combattre, se réfugiant dans l'abstention. Or, à mon sens M. Mitterrand n'est pas devenu par erreur le quatrième Président de la V<sup>e</sup> République et la droite n'a pas perdu par omission les septièmes élections législatives en France depuis 1958.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : M. MITTERRAND N'A PAS ÉTÉ ÉLU PAR ERREUR

Pour analyser le succès de M. Mitterrand à l'élection présidentielle, je me suis appuyé sur le sondage postélectoral SOFRES, *Nouvel Observateur* (3). En distinguant parmi les électeurs de M. Chirac ceux qui, au second tour, se sont abstenus ou ont voté pour le candidat de la gauche. Pour F. Goguel, la taille de ces sous-échantillons n'autorise pas de telles analyses.

Assurément, les pourcentages ne doivent pas être pris à l'unité près mais les différences entre les sous-échantillons sont trop nettes pour n'être pas significatives. Surtout, ces résultats ne font que confirmer l'ensemble des enquêtes réalisées au cours de la campagne présidentielle. Avec Roland

(1) La signification du succès de la gauche, *Le Monde*, 10 et 11 novembre 1981.

(2) Encore un regard sur les élections législatives de juin 1981, *Pouvoirs*, n° 23, p. 135-143.

(3) De Valéry Giscard d'Estaing à François Mitterrand : France de gauche, vote à gauche, *Pouvoirs*, 20, p. 16-19.

Cayrol, j'avais publié dans *Le Monde* peu avant le premier tour une analyse portant sur un échantillon total de 4 000 interviews (4). Dans cet article, nous soulignons deux faits : 27 % des électeurs de M. Chirac se prononçaient pour une « transformation importante de la société » et 21 % prônaient une alliance entre le RPR et le Parti socialiste. Dans ce contexte, faut-il s'étonner que 16 % des électeurs du maire de Paris soient allés jusqu'au bout de leur choix en mettant dans l'urne, le 10 mai, un bulletin au nom de François Mitterrand ? Il s'agissait bien d'une préférence délibérée en faveur des options du candidat de la gauche, telles qu'elles étaient alors perçues par l'électorat.

\* \* \*

De façon plus profonde, la victoire de la gauche vient de trop loin pour correspondre seulement à un vote négatif. Le titre même de l'excellent ouvrage des chercheurs de la FNSP, *France de gauche, vote à droite* illustre bien ce sentiment d'une progression continue qui devait conduire tôt ou tard au succès. Contentons-nous d'énumérer très brièvement quelques-uns des facteurs qui l'ont rendu possible :

- *Les transformations sociologiques* : l'accroissement des salariés dans la population active, la modification du travail féminin, l'urbanisation ont joué en faveur de la gauche. Ce n'était pas une fatalité. Mais la droite n'avait pas encore compris que la France boutiquière et rurale avait cédé la place à une France des banlieues et des cadres moyens. Imperturbablement, M. Giscard d'Estaing prononçait ses grands discours à Vassy, Verdun-sur-le-Doubs ou Hoerdt.
- *Les changements culturels* : la baisse de la pratique religieuse — principale variable explicative du vote en France — tout comme l'essor du libéralisme culturel parmi les cadres (5) ont également contribué à la montée du Parti socialiste.
- *La crise économique*, comme dans les autres pays, a accéléré l'usure du pouvoir et facilité l'alternance, accréditant les thèses socialistes sur les nationalisations et l'intervention accrue de l'Etat.
- *La fin du gaullisme et la disparition du centrisme* ont joué chacun à leur manière : à la fin du mandat de G. Pompidou le vote ouvrier est revenu massivement à gauche ; dès 1974, une fraction des électeurs réformateurs n'a pas accepté le ralliement de ses dirigeants à la majorité giscardienne. Enfin, le Président de la République, surtout après 1978, n'a pas su assurer l'unité et la cohésion de sa majorité.
- *La primauté socialiste à gauche*, enfin, a supprimé l'ultime blocage à l'alternance : la crainte d'une influence excessive du PC sur les affaires du pays. Ce phénomène est apparu de façon éclatante aux yeux de tous le 26 avril au soir, avec la chute de G. Marchais.

(4) Vers l'éclatement de l'électorat majoritaire ?, *Le Monde*, 16 avril 1981.

(5) Voir sur ce point les analyses de Gérard GRUNBERG et Etienne SCHWEISGUTH, *France de gauche, vote à droite*, Presses de la FNSP, 1981, p. 139-167.

Dans toutes les élections décisives de 1974 à 1981, le rapport de forces Gauche/Droite est resté stable, à 50/50. Déjà en 1974, M. Giscard d'Estaing ne l'avait emporté que d'extrême justesse. Au cours de son septennat, la gauche avait gagné toutes les élections locales ou partielles. Avec le recul, l'historien pourra conclure sans goût excessif du paradoxe que la vraie surprise n'est pas la victoire de la gauche en 1981 mais sa défaite en 1978.

#### ÉLECTIONS LÉGISLATIVES :

##### LA DROITE N'A PAS PERDU PAR OMISSION

L'essentiel du débat est cependant ailleurs. Il porte sur les élections législatives de juin dont le résultat tient bien à un exceptionnel concours de circonstances. Mais peut-on pour autant suivre François Goguel quand il attribue l'effondrement de la majorité sortante à la montée de l'abstention ?

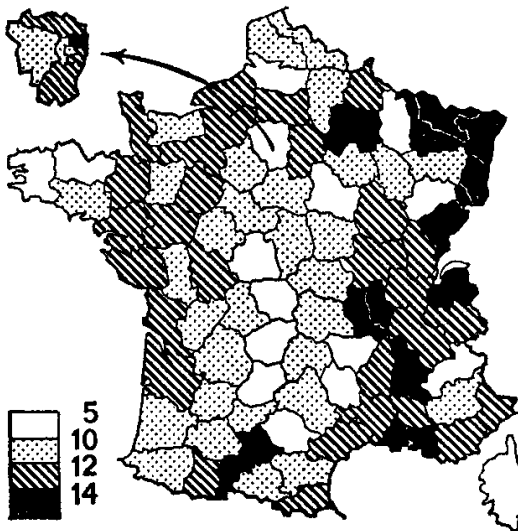
Il est certain qu'une large partie de l'électorat de droite a contribué le 14 juin à la progression de l'abstention (29,1 % au lieu de 16,6 % en mars 1978). Les analyses statistiques détaillées de F. Goguel l'établissent indiscutablement. Mais on peut tout aussi bien penser que l'électorat de gauche a contribué au phénomène. En réalité, notre débat est de savoir si un camp a été beaucoup plus touché que l'autre, bref s'il existe un *abstentionnisme différentiel*. Ce qui supposerait que des différences significatives apparaissent dans les évolutions électorales des partis, calculées en pourcentage des suffrages exprimés. Pour suivre F. Goguel dans sa démonstration, il faudrait que la progression de l'abstention corresponde à l'implantation traditionnelle de la droite et qu'elle soit liée à l'ampleur de ses pertes relatives par rapport à la gauche.

Or, il faut bien le constater, il n'y a pas identité entre l'implantation traditionnelle de la droite (carte 2) et la progression de l'abstention entre 1978 et 1981 (carte 1). Certes en Alsace-Lorraine, la montée de l'abstention a été très forte mais elle est inférieure à sa moyenne nationale en Bretagne et dans le sud du Massif central (Haute-Loire et Lozère). En revanche, l'abstention progresse plus qu'ailleurs dans les Bouches-du-Rhône, la Haute-Garonne et la Seine-Saint-Denis qui ne constituent pas précisément des bastions modérés.

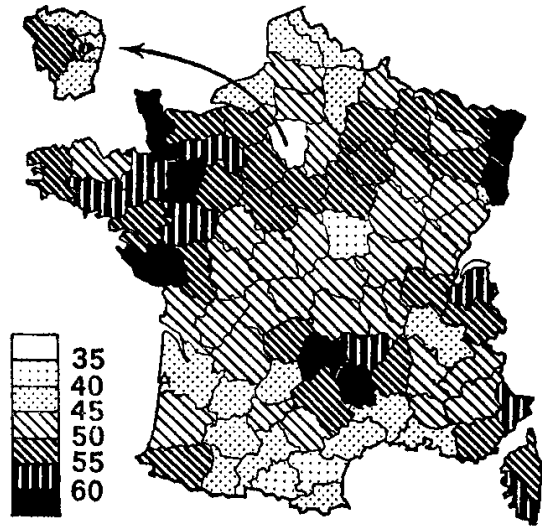
Cette approche géographique est confirmée si l'on examine la progression de l'abstention dans les fiefs de droite et les fiefs de gauche (tableau 1). L'abstention progresse même davantage (+ 13,4 %) dans les vingt-cinq meilleures circonscriptions de gauche — là où en 1978, elle obtenait plus de 66 % des suffrages exprimés —, que dans les fiefs de droite (+ 12,2 %) !

De la même façon, la carte du recul de la droite entre 1978 et 1981 — calculée en pourcentage des suffrages exprimés pour mesurer ses pertes relatives face à la gauche — ne coïncide que très rarement avec la géogra-

phie de l'abstention (6). Un phénomène voisin peut être observé dans les 25 circonscriptions où la gauche gagne le plus (tableau 1) : l'abstention y croît de 13,3 % ; parallèlement dans les 25 circonscriptions où la droite résiste le mieux, le pourcentage d'abstention y augmente quand même de 12,2 %. La différence joue cette fois-ci en faveur de la thèse de F. Goguel, mais de façon si faible qu'elle ne saurait être décisive. Pour ne citer que trois exemples, l'abstention progresse de 19,7 % dans la 5<sup>e</sup> circonscription du Haut-Rhin où la droite gagne, en valeur relative, 4,5 % des suffrages exprimés ; 13,7 % dans la 2<sup>e</sup> de la Savoie où Michel Barnier est triomphalement réélu (+ 6,8 % des suffrages exprimés pour la droite entre 1978 et 1981) ; 12,5 % enfin dans la 4<sup>e</sup> du Rhône où Raymond Barre l'emporte aisément (+ 1,8 % pour la droite).



CARTE 1. — La progression de l'abstention de 1978 à 1981



CARTE 2. — La droite au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 1981

Il existe une dernière vérification possible que les calculs effectués en termes de « tour décisif » ne prennent pas en compte : le passage du premier au second tour. Au soir du 14 juin, pour remonter le courant qui portait les socialistes, les leaders de la droite lançaient un appel solennel aux abstentionnistes. De fait, entre les deux tours, l'abstention a reculé dans les circonscriptions en ballottage, passant de 29,3 à 24,4 %. S'il y avait identité entre l'électorat de droite et l'abstentionnisme conjoncturel du premier tour, on aurait donc dû assister à un certain retournement de tendance en l'espace d'une semaine. Or, rien de tel ne se produit : dans les 320 circonscriptions en compétition le 21 juin, la gauche confirme de façon éclatante

(6) Le lecteur pourra se reporter aux cartes publiées dans *Pouvoirs*, 20, p. 25.

TABLEAU 1

*La progression de l'abstention entre les élections législatives de 1978 et 1981*

(Moyenne de pourcentages)

● <i>Dans les fiefs de la gauche et de la droite</i>	
— Les 25 meilleures circonscriptions de la gauche (+ 66 % des suffrages exprimés au 1 <sup>er</sup> tour de 1978)	+ 13,4
— Les 25 meilleures circonscriptions de la droite (+ 67,5 % des suffrages exprimés au 1 <sup>er</sup> tour de 1978)	+ 12,2
● <i>Selon la progression de la gauche entre 1978 et 1981</i>	
— Les 25 circonscriptions où la gauche progresse le plus (gain supérieur à 12,3 % des suffrages exprimés)	+ 13,3
— Les 25 circonscriptions où la droite obtient la meilleure évolution (gain supérieur à 1,7 % des suffrages exprimés)	+ 12,0
● <i>Rappel de la progression de l'abstention en France métropolitaine</i>	+ 12,5

son succès du premier tour ; elle obtient en effet 56,9 % des suffrages exprimés. Mieux : dans les 25 circonscriptions où la hausse de la participation entre les deux tours est la plus forte (l'abstention y recule de 8,8 % contre 4,9 % dans l'ensemble du pays), la droite passe de 47,3 % des suffrages exprimés à 47,5 % (7). Elle n'a donc nullement profité de ce surcroît de mobilisation ; la stabilité électorale est restée la règle.

\* \* \*

On pourrait justement nous objecter que les agrégats statistiques calculés dans de vastes unités comme le département et la circonscription peuvent être trompeurs et conduire à « l'illusion écologique ». Or, les hasards de la recherche m'ont conduit à effectuer au printemps 1982 un relevé des itinéraires de participation individuels dans une commune des Hauts-de-Seine, Suresnes (8). Le comptage a porté sur un échantillon de 2 028 électeurs, sélectionnés par moitié alphabétique dans quatre bureaux de vote de la ville : les bureaux 2 et 12 nettement à droite (l'un étant plutôt « chiraquien »), le bureau 10 de tendance socialiste, le bureau 20 communiste.

(7) Pour éviter tout risque de biais, on n'a pas pris en compte dans ce calcul les circonscriptions où figuraient au premier tour des candidats écologistes.

(8) Je remercie Olivier Normand, qui a effectué manuellement le relevé des itinéraires de participation des 2 028 électeurs de cet échantillon.

Effectuée sur les quatre itinéraires de participation possibles du 10 mai au 14 juin (tableau 2), l'étude ne saurait être extrapolée à la France entière mais ses conclusions n'en sont pas moins fort instructives :

- Dans les deux bureaux de droite, l'abstentionnisme purement législatif n'est pas plus élevé que dans l'ensemble de notre échantillon ; il y est même légèrement plus faible ! En revanche, dans le bureau 2, plutôt « chiraquien », on retrouve la trace d'un abstentionnisme de deuxième tour à l'élection présidentielle où une petite fraction de l'électorat du maire de Paris a en effet refusé de choisir entre les deux candidats encore en lice.
- Mais la surprise est ailleurs. Le relevé fait apparaître un abstentionnisme communiste aux élections législatives : 22,5 % d'abstentionnistes conjoncturels au lieu de 16 à 19 % dans les trois autres bureaux. On ne saurait donc exclure un léger abstentionnisme différentiel de l'électorat communiste, qui expliquerait en partie le recul des élections législatives et, selon certains travaux, celui des élections cantonales de mars 1982 (9).

TABLEAU 2

*Les itinéraires de participation dans quatre bureaux de vote de Suresnes du 10 mai au 14 juin 1981*

Itinéraire du 2 <sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle au 1 <sup>er</sup> tour des élections législatives	Bureau 2 Dominante : droite Chirac	Bureau 12 Dominante : droite	Bureau 10 Dominante : ps	Bureau 20 Dominante : pc	Ensemble des quatre bureaux de vote
Votants constants	67,4	71,1	70,2	63,7	68,5
Abstentionnistes constants	13,9	8,9	9,5	10,5	10,1
Votants présidentielle - Abstentionnistes législatives	16,5	17,6	18,7	22,5	19,1
Abstentionnistes présidentielle - Votants législatives	2,2	2,4	1,6	3,3	2,3
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les sondages, enfin, apportent leur pierre à notre débat. Si comme le croit F. Goguel une partie de la droite s'est réfugiée dans l'abstention, on devrait au moins en retrouver la trace dans les enquêtes d'opinion. Or,

(9) Voir sur ce point l'article de Roland CAYROL et Pascal PERRINEAU entre les deux tours des élections cantonales, *Le Matin*, 20 mars 1982.

« l'état de grâce » n'est pas qu'un mot (10). En juin 1981, les trois quarts des Français font confiance au Président de la République et au Premier ministre ; 59 % sont satisfaits du résultat des élections législatives (contre 51 % en 1978) ; 75 % pensent que la nouvelle Assemblée correspond à ce que veut l'opinion, au lieu de 46 % trois ans auparavant.

Une exploitation inédite du sondage postélectoral SOFRES, *Nouvel Observateur* (11) permet de connaître les réactions des abstentionnistes. D'une pichenette, F. Goguel écarte mon argument selon lequel le taux d'abstentionnisme déclaré aux élections législatives est le même dans l'électorat de M. Mitterrand et dans celui de M. Giscard d'Estaing (14 %) car « la contradiction est trop flagrante avec la réalité des chiffres ». C'est oublier que ce pourcentage porte sur des électorats et que par définition il ne prend pas en compte les abstentionnistes déclarés du second tour de l'élection présidentielle.

Le tableau 3 analyse les réactions des abstentionnistes du 14 juin aux résultats du scrutin. Le bon sens, conforté par l'expérience, a conduit à ajouter aux abstentionnistes déclarés (18 % de l'échantillon) les « sans réponse » à la reconstitution du vote (6 %), soit au total une population de 24 % de « non participants », assez proche donc du pourcentage total des abstentionnistes, 29,1 % de l'électorat (12). Quel est donc le sentiment de ces abstentionnistes sur le résultat du scrutin ? 60 % s'en déclarent satisfaits (59 % pour l'ensemble des Français), 75 % pensent que l'Assemblée élue correspond au vœu du pays, enfin 21 % seulement souhaitent que le Parti socialiste « aille moins loin dans les changements et les réformes annoncés ». Bref, la différence est de taille avec l'électorat de droite qui s'avoue déçu des résultats et partisan du *statu quo* social ! Les abstentionnistes, à l'image de la grande majorité des Français interrogés en juin 1981, sont satisfaits du verdict des urnes.

#### LA LOGIQUE DE LA POUSSÉE SOCIALISTE

Faut-il pour autant conclure que la divergence avec François Goguel est totale ? Non, car la victoire des socialistes aux élections législatives est bel et bien le fruit d'une situation exceptionnelle que j'avais tenté de cerner dans *Pouvoirs* (13) : volonté de concordance entre la nouvelle majorité présidentielle et la future majorité législative, dynamique des réformes et ambiguïté du PS sur ses relations avec le PC.

(10) On lira sur ce sujet la chronique d'Olivier DUHAMEL et Jean-Luc PARODI, *Dimensions de l'état de grâce*, *Pouvoirs*, 20, p. 171-178.

(11) Ce sondage postélectoral a été effectué du 22 au 24 juin 1981 auprès d'un échantillon national de 1 000 électeurs. Les principaux résultats commentés par Jacques JULLIARD ont été publiés dans *Le Nouvel Observateur* du 4 juillet 1981.

(12) Rappelons que l'abstentionnisme — comportement très dévalorisé — est toujours sous-estimé dans les enquêtes d'opinion.

(13) *Pouvoirs*, 20, p. 21-23.

TABLEAU 3

*L'opinion des abstentionnistes du 14 juin 1981  
sur le résultat des élections législatives*

	Abstentionnistes déclarés	Ne reconstituent pas leur vote	Total des « non participants »	Comparaison avec l'ensemble de l'échantillon
<i>Question :</i>				
Etes-vous plutôt satisfait ou plutôt déçu du résultat des élections législatives ?				
— Plutôt satisfait	64	46	60	59
— Plutôt déçu	18	26	20	30
— Sans opinion	18	28	20	11
	100	100	100	100
<i>Question :</i>				
Pensez-vous que l'Assemblée qui vient d'être élue correspond à ce que veulent vraiment les Français ?				
— Oui, tout à fait	30	16	27	29
— Oui, plutôt	48	49	48	46
— Non, plutôt pas	9	18	11	13
— Non, pas du tout	2		1	4
— Sans opinion	11	17	13	8
	100	100	100	100
<i>Question :</i>				
Souhaitez-vous que le Parti socialiste...				
... réalise strictement les changements et les réformes annoncés	43	34	41	40
... aille moins loin dans les réformes	29	36	31	35
... aille plus loin dans les réformes	22	20	21	19
— Sans opinion	6	10	7	6
	100	100	100	100

Source : SOFRES, Sondage postélectoral législatif, 22-24 juin 1981.



Dès le premier tour, le Parti socialiste a bénéficié de l'apport d'électeurs communistes traditionnels et de l'appoint d'une partie des voix de droite. Aux yeux des communistes, le PS est le parti de la légitimité présidentielle ; pour la droite, il est devenu le rempart efficace — ou nécessaire — contre une trop grande influence communiste. C'est au nom de cette double logique que le PS progresse, et non en fonction du pourcentage d'absentéistes.

Le tableau 4 analyse les reculs du PC et de la droite selon la situation électorale de 1978. En distinguant les circonscriptions où le PC détient la légitimité à gauche (élu ou candidat du second tour), les circonscriptions où la primauté du PS est déjà la règle, les circonscriptions, enfin, où l'élection est acquise au premier tour, le plus souvent au profit de la droite. En 1981, on constate un véritable effondrement du PC là où il n'est pas détenteur de la légitimité à gauche : dans les types 2 et 3, il perd entre les deux tiers et les deux cinquièmes de son influence ; en revanche, il maintient mieux ses positions là où en 1978 il devançait son associé-rival socialiste (type 1). En ce qui concerne la droite, la perte d'influence est d'autant plus forte qu'il s'agit de faire barrage à un candidat communiste localement influent : dans le premier type, la droite perd 11 % de son score. A

TABLEAU 4

*L'évolution du PC et de la droite  
entre les élections législatives de 1978 et 1981  
(% des suffrages exprimés)*

Situation en 1978	Evolution du PC			Evolution de la droite		
	% 1978	% 1981	Indice d'évolution	% 1978	% 1981	Indice d'évolution
<i>Type 1</i> PC élu au 1 <sup>er</sup> tour ou candidat de la gauche au 2 <sup>e</sup> (150 circ.)	31,0	27,6	89	41,7	37,3	89
<i>Type 2</i> PS-MRG candidat de la gauche au 2 <sup>e</sup> tour (264 circ.)	16,1	11,0	68	48,4	43,8	91
<i>Type 3</i> Election acquise au 1 <sup>er</sup> tour avec PC minoritaire dans la gauche (47 circ.)	11,0	6,5	59	60,0	57,3	96

l'inverse, là où la droite est dominante et le PC très faible (type 3), elle réussit à maintenir l'essentiel de son influence... alors pourtant que l'abstention y progresse aussi fortement qu'ailleurs.

#### UNE DOUBLE ERREUR D'INTERPRÉTATION

Une vraie victoire pour François Mitterrand en mai sans qu'il soit besoin d'y voir le rejet d'un homme ou la trahison d'un camp. Un triomphe éphémère en juin pour les socialistes qui ont bénéficié d'un appoint de la droite et d'un ralliement communiste, selon la logique inversée de leurs influences réciproques. Une abstention élevée en raison de la lassitude des électeurs mais non d'une position de repli de l'électorat de droite. Tels me paraissent être les enseignements des élections du printemps 1981. Leurs résultats, interprétés sans nuance, ont cependant entraîné, à droite et à gauche, une double erreur d'interprétation.

Voulant voir un simple vote négatif dans la victoire de M. Mitterrand, la droite a cru saisir sa revanche dès les élections législatives de juin. Cruelle désillusion ! Niant les succès électoraux de la gauche, elle a contesté la popularité du nouveau pouvoir et sa légitimité ; elle a refusé les grandes réformes croyant à tort disposer dans l'opinion d'une majorité pour les combattre. En définitive, elle a trop longtemps sous-estimé son adversaire.

La gauche n'est pas en reste. Elle a péché par triomphalisme, croyant fonder « un nouvel ordre électoral » alors que M. Mitterrand l'avait emporté de peu et que son succès de juin tenait d'une situation de rêve. De là, l'attitude impérialiste couronnée par les excès du congrès de Valence, le sectarisme du groupe parlementaire socialiste, des catégories sociales entières que le nouveau pouvoir a braquées contre lui, son refus enfin d'ouvrir la nouvelle majorité aux idées et aux thèmes de l'opposition modérée !

Cela ne saurait suffire pour affirmer que le recul de la gauche aux élections partielles et locales de 1982 constitue la preuve *a posteriori* d'un abstentionnisme spécifique de la droite aux élections législatives, ni même le signe d'un grand malentendu entre les Français et les socialistes. Ce n'est pas à un quelconque remords de l'électorat que le PS doit ses déboires électoraux mais à la succession de ses propres erreurs depuis la conquête du pouvoir.